

La tuberculose extrêmement chimiorésistante en hausse ; D'après les récents rapports, l'implication du public est critique dans la lutte contre la maladie

~ George Soros, Envoyé spécial des Nations Unies, les militants en
matière de santé ont lancé un appel à l'action pour arrêter la propagation
de l'épidémie de la tuberculose ~

Publication immédiate
Mercredi, le 1^{er} novembre 2006

Contact : Amy Weil, OSI
(212) 548-0381 ; Aweil@sorosny.org
Rachel Guglielmo, OSI
(917) 640-6394 ; rguglielmo@sorosny.org

*****COMMUNIQUE DE PRESSE ***** COMMUNIQUE DE PRESSE *****
COMMUNIQUE DE PRESSE *****

PARIS —Pour vaincre la recrudescence meurtrière de la tuberculose, il faudrait une mobilisation sociale massive, a dit le *Public Health Watch* de la *Open Society Institute* dans cinq nouveaux rapports publiés aujourd'hui. Les études sur la politique en matière de lutte contre la tuberculose au Bangladesh, au Brésil, au Nigeria, en Tanzanie, et en Thaïlande montrent comment la tuberculose, le VIH/SIDA, et la pauvreté concourent pour causer chaque année près de deux millions de décès évitables.

« L'émergence d'une Tuberculose extrêmement chimiorésistante avertit le monde qu'il se trouve confronté à une crise de santé d'urgence », a déclaré le Président de l'OSI, George Soros, à Paris à l'occasion du lancement des rapports en marge de la Conférence Mondiale sur la Santé Pulmonaire.

« Les personnes et les communautés ont le droit d'exiger de leurs gouvernements et des leaders internationaux une action plus efficace », a-t-il ajouté.

D'après les rapports intitulés *Civil Society Perspectives on TB Policy*, des souches virulentes de la tuberculose extrêmement chimiorésistante (XDR-TB) se propagent désormais à travers le monde, ce qui constitue un danger particulièrement mortel pour les personnes vivant avec le VIH. Les études mettent l'accent sur l'importance de l'engagement public à répondre à l'augmentation des taux de tuberculose. La maladie a mis à rude épreuve les systèmes de soins de santé dont les ressources sont déjà utilisées au maximum à cause de l'impact du VIH/SIDA, mais les gouvernements tardent à augmenter les budgets et le personnel.

« Les efforts visant à lutter contre la tuberculose doivent impliquer aussi bien les décideurs que le public », a dit Afsan Chowdhury, le chercheur du *Public Health Watch* pour l'étude sur le Bangladesh.

Dans de nombreux pays, l'épidémie du VIH/SIDA a provoqué une résurgence dramatique de la tuberculose, qui est la première cause de mortalité chez les personnes vivant avec le VIH, bien que la plupart des cas de tuberculose se guérissent après six mois de traitement standard. La co-infection tuberculose/VIH et la chimiorésistance compliquent davantage la situation et peuvent allonger le diagnostic et le traitement.

« Au Brésil, seule une personne avec de bonnes relations et ayant l'accès à une assistance médicale de qualité peut survivre à une co-infection tuberculose/VIH complexe », a dit le chercheur brésilien Ezio Távora dos Santos Filho, qui, bien que vivant avec le VIH, a survécu deux fois à la tuberculose.

D'après les rapports, on dispose de très peu d'informations sur le mode de propagation de la tuberculose et la possibilité de traitement. A cause de la stigmatisation, du manque d'informations, et du coût prohibitif de l'accès aux soins, beaucoup de patients ne cherchent pas ou ne complètent pas le traitement contre la tuberculose, malgré le risque de développer une résistance aux médicaments anti-tuberculeux, et qui menace de transformer une maladie guérissable en une épidémie intraitable.

« Il y a un silence malsain autour de la tuberculose », a dit Olayide Akanni, le chercheur du *Public Health Watch* du Nigeria. « Le gens connaissent les signes et symptômes du VIH/SIDA, mais pas ceux de la tuberculose, qui est pourtant une maladie meurtrière. »

En Tanzanie, il existe un lien direct entre l'accès inadéquat à l'information sur la co-infection tuberculose/VIH et la stigmatisation associée à la tuberculose. Le *Public Health Watch* a trouvé que les femmes aussi souffrent de manière disproportionnée, et elles sont souvent obligées de choisir entre acheter de la nourriture pour leurs familles et se déplacer dans une clinique pour bénéficier des soins médicaux.

« On dispose d'informations très limitées—voire aucune information— sur la tuberculose, surtout au niveau communautaire », a dit le chercheur tanzanien du *Public Health Watch* Jamillah Mwanjisi. « Lorsque vous souffrez de la tuberculose, les gens pensent automatiquement que vous êtes aussi infecté au VIH ».

Les cinq rapports révèlent que les communautés défavorisées sont confrontées à une vulnérabilité accrue à la tuberculose à cause des frais dissimulés de l'accès aux soins.

« Alors que le traitement de la tuberculose est gratuit, le déplacement vers les formations sanitaires, le temps passé hors de votre travail, l'achat de nourriture lors des visites dans les hôpitaux, et les services de diagnostic entraînent des coûts qui peuvent limiter l'accès pour les pauvres », a observé le chercheur thaïlandais Amara Soonthornhadha.

La Conférence Mondiale sur la Santé Pulmonaire a été une réunion importante pour les professionnels médicaux pendant des décennies, mais l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la campagne « Halte à la Tuberculose », Jorge Sampaio a mis l'accent sur les conclusions du

rapport selon lesquelles la lutte contre la tuberculose ne peut être gagnée par les seuls efforts des travailleurs de la santé et des médecins.

« En 2005, plus de personnes sont mortes de la tuberculose—une maladie guérissable—qu’au cours d’une autre année dans l’histoire », a noté Sampaio. « C’est absolument inacceptable. »

Des copies des rapports et des informations approfondies sur George Soros et les chercheurs du *Public Health Watch* sont disponibles à : www.publichealthwatch.info.

###

Le Open Society Institute, une fondation privée d’octroi de fonds, oeuvre pour construire des démocraties vibrantes et tolérantes dont les gouvernements sont responsables de leurs citoyens. Pour accomplir sa mission, l’OSI cherche à formuler des politiques publiques qui assurent une plus grande équité dans les systèmes politiques, juridiques et économiques et à sauvegarder les droits fondamentaux. L’OSI oeuvre dans plus de 60 pays dont les USA, l’Europe, l’Asie, l’Afrique, l’Amérique Latine, et le Moyen Orient.